

20260512 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/71350/en-espagne-le-vaste-plan-de-regularisation-des-etrangers-entraîne-un-flot-de-fausses-informations>

Actualités



Des personnes font la queue pour déposer leurs documents au bureau gouvernemental des migrations afin de régulariser leur statut migratoire, à Almería, dans le sud de l'Espagne, le 20 avril. Crédit : Reuters

En Espagne, le vaste plan de régularisation des étrangers entraîne un flot de fausses informations

Par [Leslie Carretero](#)

Facteur d'attractivité, arme électorale, arrivée de criminels... Alors que la campagne de régularisation d'un demi-million de personnes sans papiers a débuté mi-avril en Espagne, les fausses informations visant les étrangers pullulent sur les réseaux sociaux.

Deux embarcations remplies de dizaines de migrants qui débarquent à toute vitesse sur une plage d'Almería, dans le sud de l'Espagne ; une foule d'exilés marchant près de la barrière séparant l'enclave espagnole de Ceuta du Maroc ; ou encore des arrivées massives de canots aux Canaries... Ces images diffusées ces dernières semaines sur les réseaux sociaux avec comme légende "invasion par voie terrestre, maritime et aérienne", "caravane de migrants" ou encore "des milliers et milliers de personnes marchent d'Afrique vers l'Espagne", ont été vues et partagées des milliers de fois. Elles ne sont pourtant pas récentes, et datent de plusieurs mois, voire années.

Ces fausses informations visant à faire croire à une ruée des étrangers vers le sol espagnol pullulent sur les réseaux sociaux alors que [la campagne de régularisation massive des sans-papiers a débuté mi-avril](#) - et s'achèvera le 30 juin - et pourrait concerner un demi-million de personnes actuellement en situation irrégulière en Espagne.

"L'effet d'attraction est un mythe"

Le prétendu facteur d'attraction de cette mesure exceptionnelle, [portée par le gouvernement de gauche](#), est largement relayé par le parti d'extrême droite Vox, mais aussi par le parti populaire (PP), classé à droite de l'échiquier politique espagnol. Le leader d'extrême droite Santiago Abascal a même affirmé que le nombre de migrants bénéficiant d'une régularisation

dans le cadre de ce plan serait "bien supérieur" à celui annoncé par le gouvernement et que "des millions d'autres [exilés] arriveront plus tard", sans apporter de preuves.

Or, les anciennes mesures de régularisation exceptionnelle – la première date de 1986 et la dernière de 2005 – contredisent les projections des opposants. "L'effet d'attraction est un mythe qui circule avec chaque programme de régularisation [l'Espagne en a mené six depuis 1986, ndlr]. On ne peut pas prédire l'avenir, mais les programmes précédents n'ont pas entraîné d'augmentation des arrivées", explique, au média [El Periodico](#), Ona Sindreu de Verificat, plateforme de vérification des faits.



Des personnes font la queue pour obtenir des documents nécessaires à leur régularisation à Hospitalet de Llobregat, près de Barcelone, en Espagne, le 20 avril 2026. Crédit : Reuters

Le nombre d'arrivées de migrants irréguliers en Espagne connaît d'ailleurs cette année une nette diminution : les autorités ont comptabilisé 7 923 arrivées entre le 1er janvier et le 30 avril 2026, contre 13 953 à la même période de 2025. Soit une baisse de 43 %.

Et rappelons que le plan ne concerne que les personnes ayant vécu sans interruption en Espagne pendant cinq mois avant le 1er janvier 2026. Les nouveaux arrivants ne sont donc pas concernés.

Casier judiciaire et services publics saturés

L'autre rumeur qui prend de l'ampleur dans le pays ibérique concerne la venue massive d'étrangers criminels. À la veille de l'ouverture des bureaux d'immigration le 16 avril, le président du PP avait estimé qu'il était "absurde" d'accorder des permis de séjour "en masse" à des personnes ayant un "casier judiciaire" ou ayant "agressé une femme".

A lire aussi

[Régularisation des sans-papiers en Espagne : ce qu'il faut savoir](#)

Comme l'a rappelé à plusieurs reprises le gouvernement, tous les demandeurs de permis de séjour doivent prouver qu'ils n'ont pas d'antécédents avec la justice et donc disposer d'un casier judiciaire vierge, comme pour les autres procédures d'immigration.

Les services publics sont aussi la cible d'infox. Selon Vox, la procédure de régularisation des étrangers aura pour effet de submerger les services publics, comme La Poste ou la Sécurité sociale. Or, le ministère des Migrations signale que des horaires spécifiques et élargis ont été

mis en place, et que l'accueil en personne se fera uniquement sur rendez-vous afin d'éviter les attroupements.

Les détracteurs de cette mesure disent craindre aussi pour les finances publiques liées notamment à la santé ou à l'éducation. Mais le gouvernement indique que la population étrangère utilise moins le système de santé que les Espagnols et que ces personnes bénéficiaient déjà de ces services avant leur régularisation. Selon une étude menée par Joan Monras, professeur à l'université Pompeu Fabra à Barcelone, les dépenses publiques consacrées à la santé et à l'éducation n'ont pas augmenté de manière significative après le plan de régularisation de 2005.

Et un rapport de 2023 indique que, jusqu'à cette date, la régularisation de 600 000 immigrants, encouragée en 2005 par le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero, a généré 2,3 milliards d'euros supplémentaires par an pour la Sécurité sociale, rapporte le site El Periodico.

Actions en justice

Parmi le flot de fausses informations, on peut aussi noter la possibilité pour les étrangers nouvellement régularisés de voter aux prochaines élections. "Pedro Sánchez [le Premier ministre, ndlr] a l'intention de truquer les élections de 2027, d'où cette course à la régularisation", a affirmé Santiago Abascal, de Vox, début mai lors d'un rassemblement près de Séville. Or, aux élections générales comme aux élections régionales, seuls les citoyens espagnols peuvent participer.

La mesure de régularisation, actée par décret royal en début d'année, sera examinée mercredi 13 mai par la Cour suprême. Plusieurs requêtes ont été portées devant la haute juridiction afin de suspendre le processus, comme celle de l'association conservatrice Hazte Oír qui estime que le dispositif dépasse les limites légales et "modifie structurellement la politique migratoire de l'État, avec des effets directs et durables". Vox, lui aussi à l'initiative de cette action en justice, estime que cette mesure envoie "un message très clair au monde entier : en Espagne, entrer en force est récompensé". Reste à savoir que ce décidera la Cour suprême.

*** *Le gouvernement a mis en ligne un site web regroupant toutes les informations les plus récentes sur le processus de régularisation à l'adresse suivante :*
inclusion.gob.es/regularizacion.